

## Évolutions monétaires à la Martinique au 30 juin 2016

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Dans son édition d'avril 2016 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde, le FMI indiquait que « *Les risques qui pèsent sur la stabilité financière mondiale se sont intensifiés depuis l'édition d'octobre 2015 [de ce rapport]* ». Les prévisions du FMI pour la croissance mondiale ont été revues à la baisse en juillet 2016 (-0,1 point de pourcentage) à 3,1% pour 2016 et 3,4% pour 2017, par rapport à une croissance de 3,1% pour 2015, suite au vote intervenu au Royaume-Uni le 23 juin 2016 concernant la sortie du pays de l'Union Européenne, avec des perspectives plus défavorables pour les pays avancés et inchangées pour les autres zones.

Pour la zone euro, le taux de croissance en glissement annuel s'établit à 1,6%<sup>1</sup> au deuxième trimestre 2016, avec une croissance trimestrielle du PIB en volume de 0,3%<sup>1</sup> pour le deuxième trimestre 2016 et de 0,5%<sup>1</sup> pour le premier trimestre 2016. La BCE prévoit une croissance du PIB en volume de 1,7% en 2016 et 1,6% en 2017 et 2018. En août 2016, la progression annuelle de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) était de 0,2%<sup>1</sup>. La BCE prévoit une variation de l'IPCH de 0,2% pour 2016, 1,2% pour 2017 et 1,6% en 2018.

A l'issue de la réunion du 8 septembre 2016, le Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale Européenne (BCE) a laissé inchangé les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement à 0,00%, de la facilité de prêt marginal à 0,25% et de la facilité de dépôt à -0,40%. Le Conseil a par ailleurs confirmé que « *les achats mensuels d'actifs à hauteur de 80 milliards d'euros devraient être réalisés jusque fin mars 2017 ou au-delà, si nécessaire, et, en tout cas, jusqu'à ce qu'il observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif.* », à savoir « *assurer un retour de l'inflation à des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme.* ».

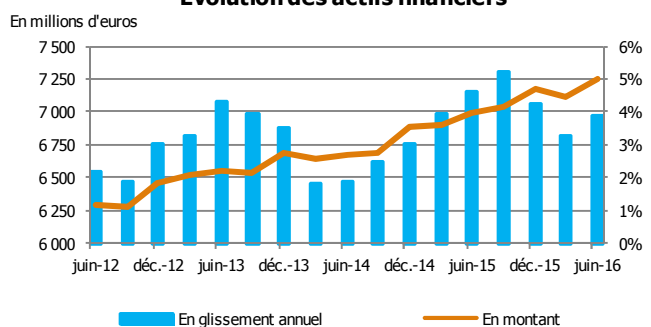
En France, le PIB est en légère baisse (-0,1%)<sup>2</sup> au deuxième trimestre 2016 après une croissance de 0,7%<sup>2</sup> au premier trimestre 2016. Les prévisions de croissance de la Banque de France sont de +1,4% en 2016, 1,5% en 2017 et 1,6% en 2018. Concernant l'inflation, l'évolution mensuelle de l'IPCH était de 0,3% en août 2016 et en hausse de 0,4% sur les 12 derniers mois<sup>2</sup>. La Banque de France prévoit une inflation (ICPH) à 0,2% pour 2016, 1,1% pour 2017 et 1,4% pour 2018.

### L'ACTIVITÉ BANCAIRE MARTINIQUAISE BIEN ORIENTÉE

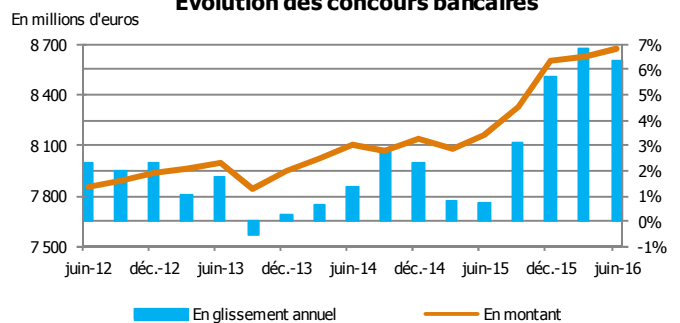
Confirmant la tendance observée au cours des derniers semestres, la distribution de crédits et la collecte d'actifs financiers progressent au premier semestre 2016.

**L'encours sain de crédits** s'établit à 8,7 milliards d'euros (+519 millions d'euros, soit +6,4 % sur un an), en hausse sensible pour toutes les catégories d'agents (+6,4 % pour les entreprises, +6,2 % pour les ménages et +4,5 % pour les collectivités locales). L'augmentation de **la collecte nette d'actifs financiers**, plus modérée, reste néanmoins significative (+269 millions d'euros, soit +3,9 % sur un an), à 7,3 milliards d'euros. Elle concerne tout particulièrement les dépôts à vue (+12,6 %).

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires



<sup>1</sup> Source : Eurostat

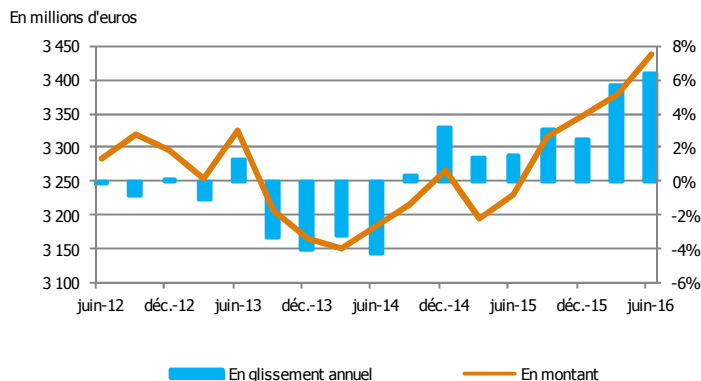
<sup>2</sup> Source : INSEE

# UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT DYNAMIQUE

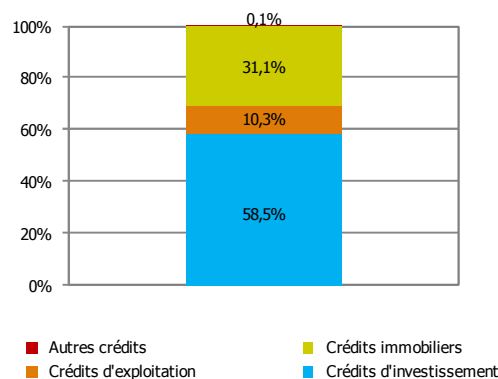
## Accélération de la croissance des crédits aux entreprises

L'encours sain de crédits aux entreprises progresse de façon continue depuis un an et demi. À 3,4 milliards d'euros au 30 juin 2016, il gagne 6,4 % sur un an, contre seulement +1,5 % sur les douze mois précédent. Sa part de l'encours sain total est stable à 39,6 %.

Évolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises



La hausse importante des crédits aux entreprises est liée à la croissance soutenue des **crédits d'investissement** (+14,9 % au 30 juin 2016, après +8,4 % au 30 juin 2015, en glissement annuel). En effet, en dépit du léger repli de l'indicateur du climat des affaires observé depuis fin 2015, les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise demeurent bien orientées, et supérieures à la moyenne de longue période (cf. Tendances conjoncturelles du premier et du deuxième trimestre 2016).

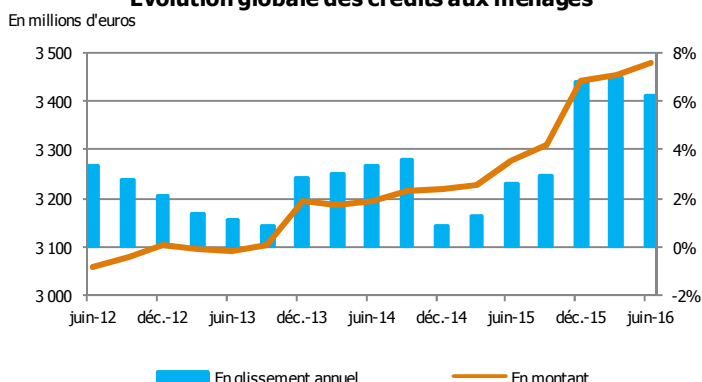
En revanche, **les crédits immobiliers** des entreprises marquent le pas. Après avoir stagné entre juin 2014 et juin 2015 (+0,1 %), ils accusent une baisse au premier semestre 2016 (-0,8 % sur un an).

Représentant une part peu significative de l'encours des entreprises (10,4 %), **les crédits d'exploitation** continuent de décliner, sur un rythme beaucoup plus modéré que précédemment. En effet, ils affichent un repli de -2,7 % sur un an, après -19,9 % en juin 2015, tirés à la baisse par les comptes ordinaires débiteurs (-30,2 %, après -40,0 %). On retiendra toutefois qu'après une période de stagnation, les crédits de trésorerie affichent pour leur part une hausse soutenue (+23,0 %) ; ils représentent désormais 55,3 % des crédits d'exploitation des entreprises (contre 43,8 % en juin 2015).

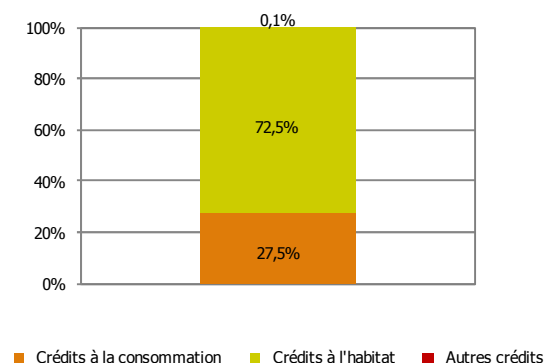
## Bonne performance des crédits aux ménages

Avec 3,5 milliards d'euros au 30 juin 2016, l'encours sain de crédits aux ménages représente 40,1 % de l'encours sain total. Il continue de croître, à un rythme qui s'accélère (+6,2 % sur un an, après +2,6 %).

Évolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



Principale composante de l'encours des ménages, **les crédits à l'habitat** contribuent significativement à leur hausse (+4,7 % en glissement annuel). Les ménages continuent de profiter des conditions de financement avantageuses.

De même, **les crédits à la consommation** progressent de façon notable (+10,3 % entre juin 2015 et juin 2016). Cette évolution va de pair avec la hausse des importations de biens de consommation et d'équipement (respectivement +10,5 % et +8,6 %) et l'augmentation des ventes de véhicules neufs (+8,8 %).

## Une hausse des crédits aux collectivités locales en demi-teinte

Le secteur administratif public participe également à la croissance de l'encours total, puisque **l'encours sain de crédits aux collectivités locales** enregistre une hausse de 4,5 % sur douze mois (après +2,4 % entre juin 2014 et juin 2015). Toutefois, cette progression annuelle résulte essentiellement d'un dernier trimestre 2015 marqué par le déblocage de plusieurs crédits d'investissement (+9,3 % sur trois mois). Les crédits aux collectivités locales s'établissent à 1,2 milliard d'euros, soit 14,0 % de l'encours global, et se composent presque exclusivement de crédits d'investissement.

## Diminution de la sinistralité

**Les créances douteuses brutes** augmentent légèrement sur le semestre (+8 M€, soit +1,4 %), mais elles enregistrent une baisse sur l'année (-9 M€, soit -1,8 %). Cette baisse, conjuguée à la progression des encours, porte à 6,3 % le taux de créances douteuses sur l'ensemble des établissements de crédit, taux ramené à 5,9 % pour les seuls établissements installés localement.

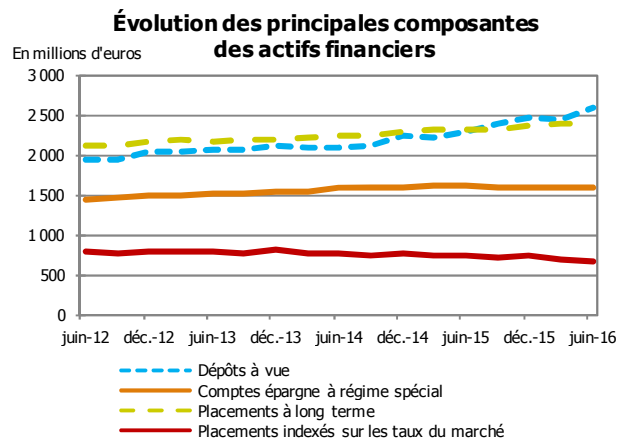
## UNE ACTIVITÉ DE COLLECTE BIEN ORIENTÉE

**Les actifs financiers des agents économiques** s'établissent à 7,3 milliards d'euros au premier semestre 2016. Ils continuent de progresser globalement (+3,9 % sur un an, après +4,6 %), bien que les évolutions par type de dépôts soient contrastées.

Les **dépôts à vue** connaissent une croissance importante pour toutes les catégories d'agents. Leur hausse globale atteint +12,6 % sur un an, après déjà +9,8 % entre juin 2014 et juin 2015. Depuis fin 2015, les dépôts à vue constituent la première composante des actifs financiers, en lien avec un désintérêt croissant des agents vis-à-vis des placements à court et long terme.

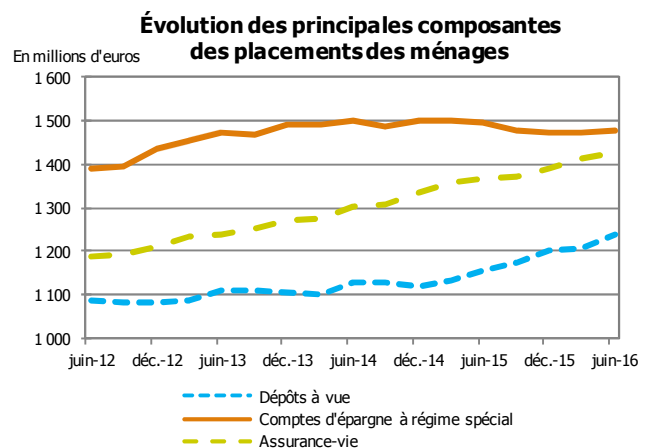
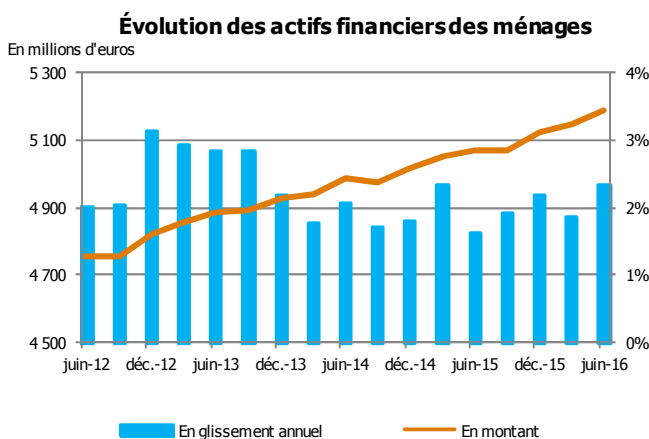
En effet, **les placements liquides ou à court terme** accusent un repli notable en 2016 (-3,7 % sur un an). Les placements indexés sur les taux de marché sont les plus touchés (-9,6 %), en lien avec la baisse des rendements de ces produits. À titre d'exemple, l'Euribor 3 mois, sur lequel sont indexés de nombreux placements, diminue de façon continue depuis 2014, et est devenu négatif au premier semestre 2015.

S'agissant de **l'épargne longue**, elle demeure orientée à la hausse, mais dans des proportions beaucoup plus modérées que les dépôts à vue (+2,8 % sur un an).



## Nouvelle augmentation de l'épargne des ménages

Avec 5,2 milliards d'euros, les ménages demeurent les principaux détenteurs d'actifs financiers (71,5 %). Leur épargne continue de progresser (+2,3 % sur un an, après +1,6 % entre juin 2014 et juin 2015).



Les **dépôts à vue** des ménages enregistrent une hausse importante (+7,2 % sur un an, après +2,3 %). Comme les autres agents économiques, les ménages ne trouvent plus d'intérêt à placer leurs actifs sur des livrets ou des valeurs mobilières et se contentent de laisser leurs fonds sur leurs dépôts à vue.

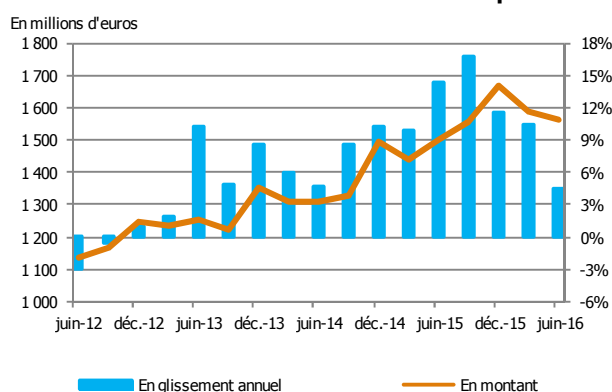
Principaux actifs concernés par ce changement de comportement, **les placements liquides ou à court terme** sont orientés à la baisse depuis le second semestre 2015. Entre juin 2015 et juin 2016, ils reculent ainsi de façon notable (-2,2 % sur un an). Les comptes d'épargne à régime spécial diminuent globalement sur un an (-1,2 %), seuls les livrets jeunes et les livrets de développement durable conservent une tendance croissante (respectivement +2,2 % et +4,0 %). Le repli des placements indexés sur les taux de marché est encore plus marqué (-10,5 %), en particulier celui des comptes à terme (-11,0 %).

En revanche, **l'épargne à long terme** résiste bien (+3,2 % sur un an, après +3,4 %). Les contrats d'assurance-vie gagnent +4,2 % et demeurent la première composante de l'épargne longue (61,8 %). Les plans d'épargne logement restent également bien orientés (+5,3 %), la baisse du taux d'intérêt de 2,0 % à 1,5 % début 2016<sup>3</sup> n'impactant que les nouveaux plans.

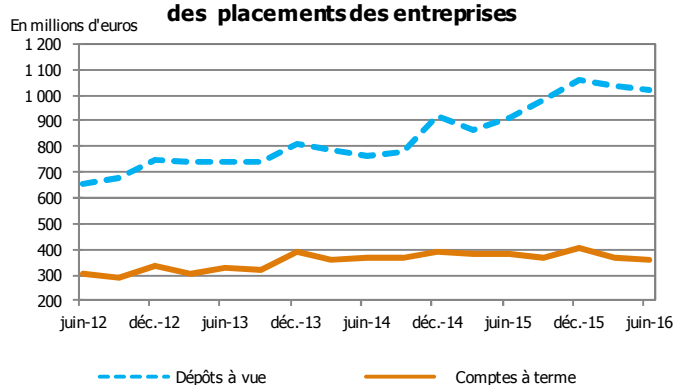
## Progression plus modérée des actifs des entreprises

**Les avoirs des entreprises** s'inscrivent en hausse sur douze mois, bien que dans des proportions moins importantes que l'année précédente (+4,4 % à fin juin 2016, après +14,3 % à fin juin 2015). En revanche, ils se contractent sur le semestre (-6,2 %). À 1,6 milliard d'euros, ils représentent 21,6 % des actifs de la place.

Évolution des actifs financiers des entreprises



Évolution des principales composantes des placements des entreprises



Comme pour les ménages, la hausse des actifs financiers est liée à celle des **dépôts à vue**. Bien qu'en repli sur le semestre (-0,9 %), ils demeurent très favorablement orientés sur un an (+11,8 %).

Fortement impactés par la baisse des taux d'intérêt, **les placements liquides ou à court terme** reculent (-7,5 % sur un an). Les comptes à terme, qui constituent l'essentiel de ces placements (73,5 %), perdent -4,5 % en glissement annuel.

Pour sa part, **l'épargne à long terme**, qui traditionnellement intéresse peu les entreprises (3,3 % de leurs avoirs), diminue de façon marquée (-4,5 % sur un an, après -0,7 % l'année précédente).

## Croissance soutenue des actifs des autres agents

Bien que représentant une faible part des actifs de la place (6,9 % à fin juin 2016), **les placements des autres agents** contribuent de façon significative à leur croissance. En effet, ils enregistrent une hausse de 20,6 % sur un an (+117 M€), exclusivement portée par les dépôts à vue (+43,0 %), en lien avec une opération ponctuelle et exceptionnelle réalisée par un seul acteur.

### MÉTHODOLOGIE

- L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

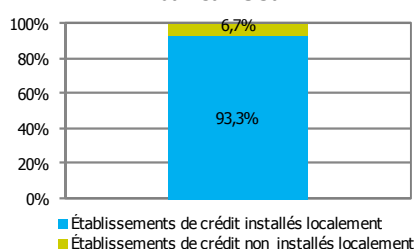
<sup>3</sup> Le taux a ensuite été abaissé à 1,0 % en août 2016.

# TABLEAUX STATISTIQUES

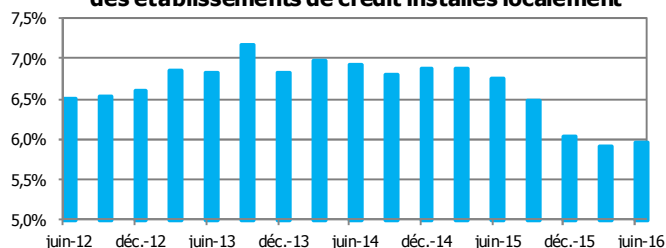
## Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept-15	déc-15	mars-16	juin-16	1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	394,7	541,2	456,5	365,6	395,8	326,5	354,1	355,8	9,0%	-2,7%
<i>Créances commerciales</i>	22,8	23,1	19,2	18,7	20,1	17,2	17,2	21,0	22,5%	12,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	190,4	179,7	158,6	160,0	189,3	180,6	204,7	196,8	9,0%	23,0%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	44,2	39,6	38,7	37,6	37,4	39,1	36,7	37,2	-4,8%	-1,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	253,0	298,7	242,7	145,6	146,7	88,4	98,3	101,6	15,0%	-30,2%
<i>Affacturage</i>	26,5	39,7	36,1	41,3	39,7	40,4	33,9	36,3	-10,0%	-12,1%
Crédits d'investissement	1 636,8	1 616,4	1 614,3	1 749,4	1 831,3	1 921,6	1 954,1	2 009,4	4,6%	14,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 460,0	1 433,6	1 435,6	1 558,1	1 641,7	1 730,0	1 758,6	1 799,4	4,0%	15,5%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	85,9	73,3	68,2	39,8	38,3	38,8	39,5	38,6	-0,4%	-2,9%
<i>Crédit-bail</i>	176,7	182,8	178,8	191,3	189,5	191,7	195,4	210,0	9,5%	9,8%
Crédits immobiliers	1 108,8	1 123,2	1 074,7	1 075,7	1 065,5	1 070,3	1 066,1	1 067,6	-0,3%	-0,8%
Autres crédits	45,0	43,3	36,9	39,3	23,2	26,7	3,1	3,0	-88,7%	-92,3%
<b>Encours sain</b>	<b>3 283,2</b>	<b>3 324,1</b>	<b>3 182,4</b>	<b>3 230,0</b>	<b>3 315,7</b>	<b>3 345,2</b>	<b>3 377,3</b>	<b>3 435,8</b>	<b>2,7%</b>	<b>6,4%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	888,3	853,8	841,9	867,1	913,5	936,2	940,2	956,3	2,1%	10,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	800,1	774,9	766,7	794,2	843,6	872,1	876,1	895,3	2,7%	12,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	49,6	47,4	50,1	52,8	51,1	46,4	47,7	46,1	-0,5%	-12,7%
<i>Crédit-bail</i>	38,7	31,5	25,2	20,1	18,7	17,8	16,4	14,9	-16,2%	-25,8%
Crédits à l'habitat	2 169,2	2 237,6	2 352,6	2 409,1	2 395,5	2 498,6	2 508,2	2 522,0	0,9%	4,7%
Autres crédits	2,2	1,1	0,8	0,6	0,5	4,2	4,0	1,7	-60,0%	184,6%
<b>Encours sain</b>	<b>3 059,8</b>	<b>3 092,4</b>	<b>3 195,3</b>	<b>3 276,8</b>	<b>3 309,5</b>	<b>3 439,0</b>	<b>3 452,4</b>	<b>3 480,0</b>	<b>1,2%</b>	<b>6,2%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	31,3	27,8	29,6	34,6	29,7	52,6	40,0	39,3	-25,2%	13,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	28,6	24,2	25,0	33,5	29,3	52,5	40,0	39,2	-25,3%	17,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2,7	3,6	4,6	1,1	0,3	0,0	0,0	0,1	273,3%	-93,3%
Crédits d'investissement	1 120,8	1 171,2	1 104,5	1 131,4	1 123,2	1 228,1	1 212,3	1 178,6	-4,0%	4,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 120,5	1 171,1	1 104,5	1 131,3	1 123,1	1 228,0	1 212,2	1 178,5	-4,0%	4,2%
<i>Crédit-bail</i>	0,2	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	n.s.	n.s.
Crédits immobiliers	2,8	3,5	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Autres crédits	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
<b>Encours sain</b>	<b>1 155,0</b>	<b>1 202,5</b>	<b>1 138,6</b>	<b>1 166,0</b>	<b>1 152,9</b>	<b>1 280,7</b>	<b>1 252,3</b>	<b>1 217,9</b>	<b>-4,9%</b>	<b>4,5%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>359,6</b>	<b>375,8</b>	<b>584,8</b>	<b>484,2</b>	<b>545,9</b>	<b>538,8</b>	<b>546,8</b>	<b>542,3</b>	<b>0,7%</b>	<b>12,0%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>7 857,6</b>	<b>7 994,8</b>	<b>8 101,1</b>	<b>8 157,0</b>	<b>8 324,1</b>	<b>8 603,6</b>	<b>8 628,8</b>	<b>8 676,1</b>	<b>0,8%</b>	<b>6,4%</b>
<i>dont ECNIL</i>	768,1	735,1	706,1	611,3	570,8	589,4	557,4	581,3	-1,4%	-4,9%
Créances douteuses brutes	519,4	554,7	598,3	593,5	595,9	574,7	565,5	582,6	1,4%	-1,8%
<i>dont ECIL</i>	492,1	532,4	549,4	546,9	536,7	515,1	507,9	511,9	-0,6%	-6,4%
Créances douteuses nettes	239,0	241,8	284,7	272,3	279,6	278,8	272,3	286,0	2,6%	5,0%
<i>dont entreprises</i>	164,7	160,9	179,9	166,4	158,2	154,6	147,3	145,0	-2,2%	-12,9%
<i>dont ménages</i>	67,0	69,2	73,3	74,2	76,9	80,5	81,8	84,1	4,5%	13,4%
Provisions	280,4	313,0	313,6	321,2	316,3	296,0	293,2	296,6	0,2%	-7,7%
<b>Encours total</b>	<b>8 376,9</b>	<b>8 549,6</b>	<b>8 699,5</b>	<b>8 750,5</b>	<b>8 920,0</b>	<b>9 178,3</b>	<b>9 194,3</b>	<b>9 258,6</b>	<b>0,9%</b>	<b>5,8%</b>
<i>Taux de créances douteuses brutes</i>	6,2%	6,5%	6,9%	6,8%	6,7%	6,3%	6,2%	6,3%	0,0 pt	-0,5 pt
<i>dont ECIL</i>	6,5%	6,8%	6,9%	6,8%	6,5%	6,0%	5,9%	5,9%	-0,1 pt	-0,8 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	54,0%	56,4%	52,4%	54,1%	53,1%	51,5%	51,8%	50,9%	-0,6 pt	-3,2 pt
<i>dont ECIL</i>	57,0%	58,8%	57,1%	58,7%	58,9%	57,5%	57,7%	57,9%	0,5 pts	-0,8 pts

Répartition de l'encours bancaire sain



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement



## Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept-15	déc-15	mars-16	juin-16	1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>	<b>1 137,7</b>	<b>1 253,1</b>	<b>1 310,7</b>	<b>1 498,5</b>	<b>1 553,5</b>	<b>1 667,1</b>	<b>1 587,9</b>	<b>1 564,3</b>	<b>-6,2%</b>	<b>4,4%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>652,8</b>	<b>741,5</b>	<b>762,8</b>	<b>914,2</b>	<b>981,0</b>	<b>1 058,8</b>	<b>1 031,7</b>	<b>1 022,2</b>	<b>-3,5%</b>	<b>11,8%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>436,3</b>	<b>459,3</b>	<b>494,1</b>	<b>531,0</b>	<b>518,6</b>	<b>555,7</b>	<b>506,0</b>	<b>491,2</b>	<b>-11,6%</b>	<b>-7,5%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	18,3	8,6	29,3	52,5	57,5	56,3	50,2	51,1	-9,2%	-2,7%
Placements indexés sur les taux de marché	418,0	450,7	464,9	478,5	461,1	499,4	455,8	440,1	-11,9%	-8,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	304,7	330,4	368,4	378,4	369,1	408,0	368,2	361,2	-11,5%	-4,5%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	94,4	115,4	86,3	78,7	72,6	72,9	73,4	68,0	-6,9%	-13,7%
<i>dont certificats de dépôt</i>	18,6	4,5	9,8	21,3	19,4	18,5	14,2	10,9	-40,9%	-48,8%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>48,6</b>	<b>52,4</b>	<b>53,7</b>	<b>53,3</b>	<b>53,9</b>	<b>52,6</b>	<b>50,2</b>	<b>50,9</b>	<b>-3,2%</b>	<b>-4,5%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	16,7	18,7	18,8	19,2	18,9	19,8	18,9	19,1	-3,7%	-0,8%
<b>Ménages</b>	<b>4 753,3</b>	<b>4 888,0</b>	<b>4 989,1</b>	<b>5 069,9</b>	<b>5 069,0</b>	<b>5 124,8</b>	<b>5 148,0</b>	<b>5 187,4</b>	<b>1,2%</b>	<b>2,3%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 088,2</b>	<b>1 107,6</b>	<b>1 129,0</b>	<b>1 154,9</b>	<b>1 176,2</b>	<b>1 200,8</b>	<b>1 204,5</b>	<b>1 238,1</b>	<b>3,1%</b>	<b>7,2%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>1 624,7</b>	<b>1 688,9</b>	<b>1 694,6</b>	<b>1 676,1</b>	<b>1 652,2</b>	<b>1 644,3</b>	<b>1 641,1</b>	<b>1 639,5</b>	<b>-0,3%</b>	<b>-2,2%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1 390,2	1 473,2	1 501,4	1 495,5	1 477,9	1 473,1	1 474,1	1 478,0	0,3%	-1,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	515,6	508,1	512,9	501,0	498,5	492,1	494,7	496,9	1,0%	-0,8%
<i>dont livrets A et bleus</i>	528,2	588,2	602,7	598,1	585,3	582,6	580,5	580,3	-0,4%	-3,0%
<i>dont livrets jeunes</i>	14,1	13,5	13,6	13,6	13,6	13,5	13,6	13,9	2,5%	2,2%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	64,4	58,4	50,9	50,2	49,7	49,9	49,5	48,8	-2,2%	-2,8%
<i>dont livrets de développement durable</i>	144,9	183,8	202,9	217,6	217,4	222,1	224,0	226,3	1,9%	4,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	123,0	121,2	118,5	115,2	113,4	112,8	112,0	111,8	-0,9%	-2,9%
Placements indexés sur les taux de marché	234,5	215,7	193,2	180,6	174,3	171,2	166,9	161,6	-5,6%	-10,5%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	209,5	196,5	176,0	164,3	158,1	155,4	151,7	146,2	-5,9%	-11,0%
<i>dont bons de caisse</i>	1,6	1,0	1,1	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	-0,4%	-3,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	23,5	18,1	16,1	15,1	15,1	14,7	14,1	14,3	-2,7%	-5,7%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>2 040,4</b>	<b>2 091,4</b>	<b>2 165,5</b>	<b>2 239,0</b>	<b>2 240,6</b>	<b>2 279,7</b>	<b>2 302,5</b>	<b>2 309,8</b>	<b>1,3%</b>	<b>3,2%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	531,5	536,3	549,9	581,5	585,5	602,6	611,4	612,3	1,6%	5,3%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	66,6	62,7	58,6	55,3	54,7	54,2	53,4	51,7	-4,7%	-6,5%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	4,5	5,1	5,8	6,2	6,1	6,1	6,2	6,7	8,8%	7,6%
<i>dont portefeuille-titres</i>	188,2	192,9	194,5	178,0	175,5	177,3	172,9	171,0	-3,5%	-3,9%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	59,6	56,4	55,3	50,6	47,7	48,4	44,6	43,5	-10,2%	-14,0%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 189,9	1 238,0	1 301,3	1 367,4	1 371,1	1 391,0	1 414,0	1 424,6	2,4%	4,2%
<b>Autres agents</b>	<b>393,1</b>	<b>413,0</b>	<b>377,8</b>	<b>416,7</b>	<b>415,3</b>	<b>386,3</b>	<b>385,2</b>	<b>502,6</b>	<b>30,1%</b>	<b>20,6%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>204,8</b>	<b>207,6</b>	<b>202,1</b>	<b>230,7</b>	<b>243,5</b>	<b>214,3</b>	<b>213,7</b>	<b>329,9</b>	<b>54,0%</b>	<b>43,0%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>166,5</b>	<b>171,7</b>	<b>152,1</b>	<b>154,9</b>	<b>147,3</b>	<b>146,4</b>	<b>145,0</b>	<b>144,9</b>	<b>-1,0%</b>	<b>-6,4%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	33,8	38,5	54,9	64,6	67,3	65,5	68,1	69,1	5,5%	7,1%
Placements indexés sur les taux de marché	132,7	133,3	97,2	90,3	80,0	80,9	76,9	75,8	-6,3%	-16,1%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	88,9	101,2	74,4	68,8	67,8	69,4	66,8	66,4	-4,2%	-3,4%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>21,8</b>	<b>33,6</b>	<b>23,6</b>	<b>31,2</b>	<b>24,5</b>	<b>25,7</b>	<b>26,4</b>	<b>27,7</b>	<b>8,1%</b>	<b>-11,0%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>6 284,2</b>	<b>6 554,1</b>	<b>6 677,6</b>	<b>6 985,2</b>	<b>7 037,9</b>	<b>7 178,2</b>	<b>7 121,1</b>	<b>7 254,3</b>	<b>1,1%</b>	<b>3,9%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 945,8</b>	<b>2 056,7</b>	<b>2 093,9</b>	<b>2 299,8</b>	<b>2 400,7</b>	<b>2 473,9</b>	<b>2 449,9</b>	<b>2 590,2</b>	<b>4,7%</b>	<b>12,6%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>2 227,6</b>	<b>2 320,0</b>	<b>2 340,8</b>	<b>2 361,9</b>	<b>2 318,1</b>	<b>2 346,4</b>	<b>2 292,1</b>	<b>2 275,6</b>	<b>-3,0%</b>	<b>-3,7%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1 442,3	1 520,3	1 585,6	1 612,6	1 602,7	1 594,9	1 592,4	1 598,2	0,2%	-0,9%
<i>dont livrets ordinaires</i>	544,7	536,1	570,6	593,0	595,8	588,8	584,0	587,4	-0,2%	-0,9%
<i>dont livrets A et bleus</i>	551,0	607,1	629,0	623,0	612,7	607,6	609,3	609,9	0,4%	-2,1%
<i>dont livrets jeunes</i>	14,1	13,5	13,6	13,6	13,6	13,5	13,6	13,9	2,5%	2,2%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	64,4	58,4	50,9	50,2	49,7	49,9	49,5	48,8	-2,2%	-2,8%
<i>dont livrets de développement durable</i>	144,9	183,9	202,9	217,6	217,5	222,2	224,1	226,3	1,9%	4,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	123,0	121,3	118,6	115,2	113,4	112,9	112,0	111,9	-0,9%	-2,9%
Placements indexés sur les taux de marché	785,3	799,7	755,2	749,3	715,4	751,5	699,6	677,4	-9,9%	-9,6%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	603,1	628,2	618,8	611,4	595,0	632,7	586,7	573,8	-9,3%	-6,2%
<i>dont bons de caisse</i>	6,6	1,7	1,7	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	-1,6%	-4,1%
<i>dont certificats de dépôt</i>	18,6	4,5	9,8	21,3	19,4	18,5	14,2	10,9	-40,9%	-48,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	157,0	165,3	124,8	115,3	99,9	99,1	97,6	91,5	-7,7%	-20,6%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>2 110,8</b>	<b>2 177,4</b>	<b>2 242,8</b>	<b>2 323,5</b>	<b>2 319,0</b>	<b>2 357,9</b>	<b>2 379,1</b>	<b>2 388,5</b>	<b>1,3%</b>	<b>2,8%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	531,8	536,6	550,2	581,8	585,8	602,9	611,7	612,6	1,6%	5,3%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	66,7	62,7	58,8	55,4	54,8	54,3	53,5	51,8	-4,6%	-6,4%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	4,5	5,1	5,8	7,2	7,1	7,1	6,2	6,7	-6,4%	-7,4%
<i>dont actions</i>	66,6	69,3	75,4	79,1	76,0	78,1	75,7	75,2	-3,8%	-5,0%
<i>dont obligations</i>	159,1	176,0	162,6	146,8	141,9	140,4	138,5	138,1	-1,7%	-6,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	88,5	86,9	85,8	82,8	79,4	81,3	76,7	76,8	-5,6%	-7,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 193,6	1 240,8	1 304,3	1 370,4	1 374,0	1 393,8	1 416,8	1 427,4	2,4%	4,2%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : P.-Y. LE BIHAN  
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : octobre 2016